

Économie

La vérité sur le pouvoir d'achat des fonctionnaires par rapport aux salariés du privé

Par David Bensoussan le 27.02.2018 à 07h30

ABONNÉS

Alors que les syndicats présentent leurs revendications en vue de la mobilisation du 22 mars, l'expert François Ecalte, à la tête du site Fipéco, a comparé les chiffres du pouvoir d'achat au sein de l'Etat et du privé. Verdict: match nul ou presque.



Le pouvoir d'achat des fonctionnaires et des salariés du privé a varié globalement de la même manière depuis 2005. (IC) AFP

0 RÉACTIONS

Les syndicats de fonctionnaires fourbissent leurs armes. Ce mardi matin, sept organisations – seules la CFDT et l'UNSA font bande part – tiennent une conférence de presse pour présenter leurs revendications en vue de la mobilisation générale du 22 mars. Les mesures envisagées dans le cadre du programme de réforme de l'Etat "Action publique 2022" (recours accru aux contractuels, plans de départs volontaires, rémunération au mérite...) font peur.

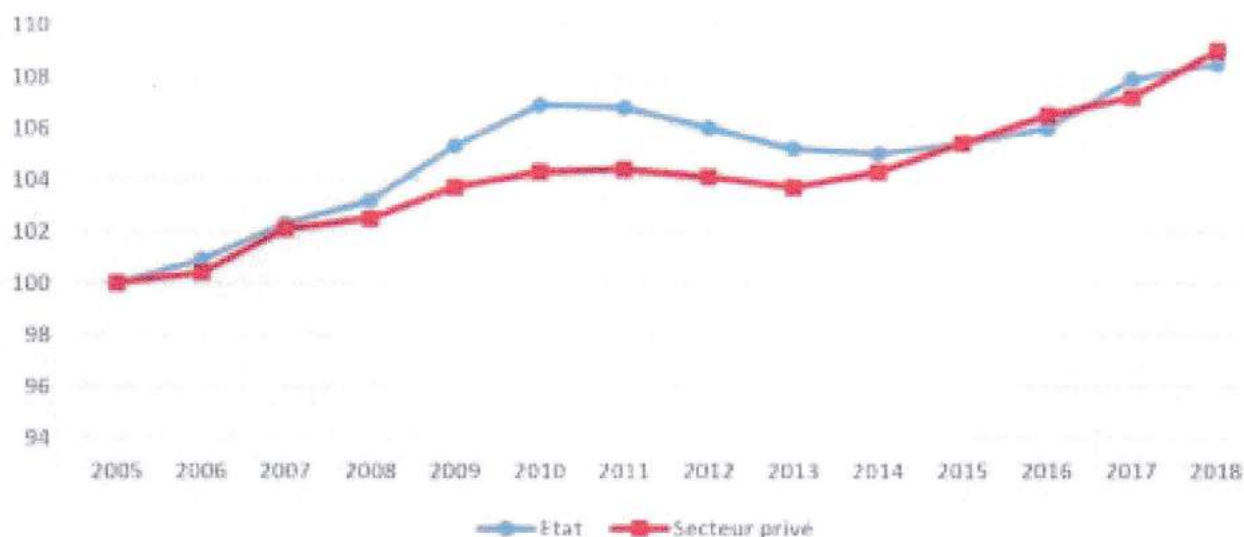
Mais, comme souvent, c'est la question des rémunérations qui sera au centre du jeu: les syndicats réclament "une négociation salariale immédiate pour le dégel de la valeur du point d'indice, le rattrapage des pertes subies et l'augmentation du pouvoir d'achat". Les fonctionnaires seraient-ils donc pénalisés en la matière par rapport aux salariés du privé ? Pour répondre à cette question, François Ecalte, ex-magistrat de la Cour des comptes, à la tête du site Fipéco, a fait tourner ses calculatrices.

Pour l'instant, nous ne disposons des données définitives sur l'évolution des salaires que jusqu'en 2015. Il en ressort que le pouvoir d'achat du salaire net moyen par tête a progressé de 0,5% par an en moyenne de 2005 à 2015, aussi bien pour les agents de l'Etat que pour les salariés du privé. Un chiffre qui ne prend pas en compte l'effet des autres revenus qui ne sont pas liés à l'activité (prestations sociales, revenus fonciers, financiers). Mais cette moyenne cache des évolutions contrastées selon les périodes.

De 2005 à 2010, le pouvoir d'achat des fonctionnaires a augmenté plus vite que celui des salariés du privé, avant de baisser en raison de la dégradation des finances publiques. La nécessité de réduire les déficits a, en effet, poussé Nicolas Sarkozy et François Hollande à geler le point d'indice et à réduire les mesures de revalorisation octroyées à certaines catégories d'agents. Le taux de

cotisation retraite dans le public a aussi augmenté de manière continue depuis la réforme des retraites de 2010, pour converger avec celui du privé, pénalisant d'autant le salaire net.

Le pouvoir d'achat du salaire net moyen par tête (base 100 en 2005)



En termes de niveau de rémunérations, l'Etat s'en sort globalement mieux, avec une moyenne toutes catégories confondues de 2.495 euros nets par mois contre 2.249 euros dans le privé. Ceci est dû à une politique salariale plus "généreuse" envers les ouvriers et les employés, qui touchent en moyenne 2.002 euros nets, contre 1.677 euros dans le privé. A l'inverse, les cadres (hors enseignants) y sont moins bien payés, à 3.617 euros contre 4.142 euros.

En se basant sur les prévisions retenues par le gouvernement dans ses différents budgets, François Ecalle a poursuivi la comparaison pour les années 2016 à 2018 en tentant de chiffrer les évolutions probables des salaires. Au final, le gain de pouvoir d'achat pour les fonctionnaires serait de 2,9% en trois ans, contre 3,4% dans le privé, soit une moyenne annuelle légèrement inférieure, de 1% par rapport à 1,1%. Là encore, ce chiffre dissimule des évolutions très contrastées selon les années.

"Il y a eu un gros rattrapage du côté des fonctionnaires en 2017 après plusieurs années difficiles", souligne François Ecalle. En effet, après avoir été gelé pendant six ans, le point d'indice a été revalorisé par François Hollande de 0,6% à la mi-2016 puis à nouveau de 0,6% début 2017. Du coup, la progression du salaire net moyen par tête au sein de l'Etat peut être estimée à 2,8% l'an passé. Une fois tenu compte de l'inflation (1%), le pouvoir d'achat des fonctionnaires aurait grimpé de 1,8%. Dans le privé, il n'aurait progressé que de 0,7% selon les hypothèses initiales du gouvernement, ou de 1,1% si l'on prend les chiffres plus récents de l'Insee.

Mais la situation s'inverserait complètement en 2018. Le pouvoir d'achat du salaire net moyen dans le privé pourrait bondir de 1,7%. Sur ce total, 0,7 point serait dû aux allègements de cotisations salariales qui viennent plus que compenser la hausse de la CSG, comme l'avait promis Emmanuel Macron durant la campagne. Ce n'est pas le cas dans le public: la baisse de cotisations et la création d'une nouvelle indemnité doivent juste compenser la hausse de la CSG. L'impact sur le pouvoir d'achat sera donc neutre. En plus, le gouvernement a décidé de geler à nouveau le point d'indice. Si bien que le gain de pouvoir d'achat ne pourrait être que de 0,5%, soit trois fois moins que dans le privé. Les syndicats, qui ont la mémoire courte, devraient bien sûr se servir de ces prévisions 2018 pour pousser leurs revendications

0 RÉACTIONS

#SALAIRE #FONCTIONNAIRE

0 À LA MÊME QUÊTE

- SNCF, école, fonctionnaires : l'hiver de tous les tabous
- Fonctionnaires: soyez plus ambitieux monsieur Macron!
- Fonctionnaires: comment Macron prend à contre-pied la droite et embarrasse la gauche
- Lobbying, conflits d'intérêts... Les fonctionnaires passant du public au privé dans le viseur
- Alimentation, fiscalité, cotisations, essence... Le pouvoir d'achat, défi crucial de Macron

PERSONNALITÉS